



DEFENDDEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Conseil des droits de l'homme de l'ONU – 48^{ème} session ordinaire

Point 5 : Dialogue interactif sur le rapport du Secrétaire-Général sur les représailles dont auraient été victimes les personnes qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'ONU, ses représentants et ses mécanismes

Intervention orale

Intervention lue par : Nicolas Agostini

Madame la Présidente, Madame la Sous-Secrétaire générale,

Nous vous remercions pour votre présentation. Nous déplorons le fait que le **Burundi**, l'**Égypte** et le **Soudan du Sud** restent mentionnés dans le rapport du Secrétaire général. Nous regrettons la présence de l'Éthiopie et de la Tanzanie cette année. Au Burundi, des défenseurs des droits humains en exil ont été condamnés et ont vu leurs biens saisis, notamment au profit de responsables du parti CNDD-FDD au pouvoir.

En mars 2021, après que nous avons lu une intervention appelant le Conseil à répondre à la crise au **Cameroun**, l'Ambassadeur camerounais a **accusé** DefendDefenders de financer le terrorisme et d'être responsable de « plusieurs assassinats, enlèvements [et] attentats ». Ces accusations à la fois graves, absurdes, grotesques et diffamatoires visaient à punir quiconque attire l'attention sur la situation au Cameroun.

Nous saluons l'engagement de la Présidente à combattre les représailles et ses démarches pour approcher les États, à chaque fois que des représailles sont alléguées. Nous encourageons le Bureau à rendre toutes les communications (notamment les lettres alléguant des actes de représailles ou d'intimidation et les réponses ou notes verbales des États) disponibles sur l'Extranet, dans la section « Communications à la/de la présidence ». Cela n'affaiblirait pas – et en fait, cela complèterait – la « diplomatie discrète ».

Madame la Présidente,

À **Djibouti**, le cas de **Kadar Abdi Ibrahim** reste non résolu. Après que M. Ibrahim a participé aux pré-sessions de l'Examen périodique universel (EPU), en avril 2018, des agents du Service de documentation et de sécurité (SDS) ont effectué une descente à son domicile et arbitrairement confisqué son passeport.

Trois ans et demi plus tard, son passeport reste aux mains des autorités, en dehors de toute procédure légale – et même de toute prétention à suivre les procédures légales. M. Ibrahim demeure dans l'impossibilité de contester cette décision ou de voir sa situation examinée par un tribunal. Cet acte de **représailles** doit cesser.

Je vous remercie pour votre attention.



DEFENDDEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

UN Human Rights Council – 48th regular session

Item 5: Interactive Dialogue on the Secretary General's report on alleged reprisals against those who seek to cooperate or have cooperated with the United Nations, its representatives and mechanisms

Oral statement

Delivered by: Nicolas Agostini

Madam President, Madam Assistant Secretary-General,

We thank you for your presentation. We deplore that **Burundi, Egypt, and South Sudan** remain mentioned in your report. We regret the presence of Ethiopia and Tanzania this year. In Burundi, human rights defenders in exile have been convicted and their property seized, including by ruling CNDD-FDD officials.

In March 2021, after we delivered a statement calling on the Council to address **Cameroon's** crisis, the Cameroonian Ambassador [accused](#) DefendDefenders of financing terrorism and being responsible for "several assassinations, kidnappings, and attacks." These grave, absurd, preposterous, and defamatory allegations aimed to punish anyone reporting on the situation in Cameroon.

We welcome the President's commitment to fight reprisals, and her steps to approach states whenever reprisals are alleged. We encourage the Bureau to make all communications, including letters alleging acts of reprisal or intimidation and state responses/*notes verbales*, available on the HRC extranet, in the "Communications to/from the President" section. This would not undermine, but rather complement, "quiet diplomacy."

Madam President,

In **Djibouti**, [Kadar Abdi Ibrahim's](#) case remains unresolved. After Mr. Ibrahim participated in Universal Periodic Review (UPR) pre-sessions, in April 2018, agents of Djibouti's Information and Security Service (SDS) raided his home and arbitrarily confiscated his passport.

Three and a half years on, authorities continue to hold his passport. This has happened outside any form or even semblance of due process. Mr. Ibrahim remains unable to challenge the decision or to have his case reviewed by a court of law. This act of [reprisals](#) must stop.

Thank you for your attention.